

LE PRADET (Var)



22 ARR PM PERM 068

ARRÊTÉ PERMANENT

Passage pour piétons rue Alphonse Laveran

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et L 2213-2 et L 2214-3,

VU le Code de la route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 110-2, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 417-10 et suivants, R 417-12 et R 411-25, R415-11, R414-5 et R417-5,

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 et 644-2,

VU la demande présentée par les services techniques de la ville

VU le décret N° 2007-1503 du 19 octobre 2007 modifiant l'article R417-3 du Code de la Route,

Considérant que pour la sécurité des piétons et afin de faciliter la traversée de la rue Alphonse Laveran, il convient de matérialiser un passage pour piétons

ARRÊTONS

Article 1 : Un passage pour piétons est matérialisé, rue Alphonse Laveran. Il est situé entre la rue Eugène Fromentin et la rue Clément Maillot

Article 2 : Les règles de circulation définies à l'article R110-2 du Code de la Route sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

Article 5 : Les Services Techniques sont chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

Article 7 : Madame La Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale son gés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire

Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.